

Audience publique du 21 mai 2012

Recours formé par
Monsieur ..., ...
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière de remise gracieuse

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 28556 du rôle et déposée le 2 mai 2011 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., demeurant à ..., par lequel il a entendu introduire un recours contre la décision du directeur de l'administration des Contributions directes « Entscheid in Ausserstreitsachen » du 31 janvier 2011, répertoriée sous le numéro GR 13.11 du rôle, déclarant non fondée une demande de remise gracieuse pour l'année d'imposition 2006 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 19 août 2011 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision entreprise ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, Monsieur ... entendu en ses explications et Madame le délégué du gouvernement Betty Sandt entendue en sa plaidoirie.

En date du 13 octobre 2010, le bureau d'imposition Luxembourg ... de la section des personnes physiques de l'administration des Contributions directes, désigné ci-après par « le bureau d'imposition », émit à l'égard de Monsieur ... le bulletin d'impôts sur le revenu pour l'année d'imposition 2006.

Par courrier du 30 novembre 2010, Monsieur ... introduisit, notamment, une demande de remise gracieuse d'impôts, auprès de l'administration des Contributions directes.

Cette demande de remise gracieuse fut rejetée par une décision du directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après dénommé le « directeur », du 31 janvier 2011, répertoriée sous le numéro GR 13.11 du rôle, libellée comme suit :

« Nach Einsicht des am 1. Dezember 2010 von Herrn ..., wohnhaft in ..., gestellten Antrags auf Nachlass von Steuern des Jahres 2006 aus Billigkeitsgründen;

Auf Grund von Paragraph 131 AO in der Fassung des Gesetzes vom 7. November 1996;

In Erwägung, dass gemäß § 131 AO, ein Erlass aus Billigkeitsgründen nur dann erfolgen kann, wenn die Einziehung von Steuern deren Rechtsmäßigkeit nicht bestritten ist, nach Lage des einzelnen Falles, aus sachlichen oder aus persönlichen Gründen, unbillig wäre;

In Erwägung, dass der Petent sich durch die Höhe der Steuer sowie die Festsetzung der Besteuerungsgrundlagen des Jahres 2006 beschwert fühlt, und die von ihm erklärten Werbungskosten, Sonderausgaben, Negativeinkünfte aus Vermietung sowie außergewöhnlichen Belastungen zur Berücksichtigung vorlegt und somit eine Änderung des Einkommensteuerbescheids für das Jahr 2006 beantragt;

In Erwägung, dass solche Anfechtungen gegen Einkommensteuerbescheide dem Ausserstreitverfahren völlig fremd sind, da jenes Verfahren nur zulässig ist für Steuern deren Rechtsmäßigkeit nicht bestritten ist;

In Erwägung dass, anderseits keine persönlichen Gründe ersichtlich sind, welche einen Erlass rechtfertigen würden;

In Erwägung dass, somit ein Erlass aus Billigkeitsgründen nach § 131 AO nicht zu erteilen ist;

AUS DIESEN GRÜNDEN

ENTSCHEIDET:

Der Antrag wird als unzulässig zurückgewiesen. »

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 2 mai 2011, Monsieur ... a introduit un recours à l'encontre de la décision directoriale précitée du 31 janvier 2011.

Le délégué du gouvernement soulève un moyen d'irrecevabilité du recours tenant, premièrement, à la circonstance que la requête n'indiquerait pas clairement la nature du recours et ne contiendrait pas de relevé de pièces et ce, en violation de l'article 1^{er} alinéa 2 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, ci-après désignée par « la loi du 21 juin 1999 », et, deuxièmement, à la circonstance que le demandeur ayant déjà introduit une requête devant le tribunal ayant le même objet, celle-ci s'opposerait à l'introduction d'une nouvelle requête contre une décision du directeur portant rejet d'une demande de remise gracieuse d'impôts.

Le demandeur n'a pas pris spécifiquement position par rapport à ce double moyen ni dans le cadre de ses écrits ni au cours de l'audience des plaidoiries.

Quant à la première branche du moyen d'irrecevabilité tenant à la circonstance que la requête n'indiquerait pas clairement la nature du recours et ne contiendrait pas de relevé de pièces et ce, en violation de l'article 1^{er} alinéa 2 de la loi du 21 juin 1999, il échet de constater que la requête introductive d'instance ne spécifiant pas si le recours tend à la réformation ou à l'annulation de la décision déférée, il y a lieu d'admettre, d'après les données de l'espèce, que le demandeur a entendu introduire le recours admis par la loi.

En effet, conformément aux dispositions combinées du paragraphe 131 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* » et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre une décision du directeur portant rejet d'une demande de remise gracieuse d'impôts.

Il échet par ailleurs de relever que la requête introductive d'instance doit comprendre, notamment, l'exposé sommaire des faits et des moyens invoqués, l'objet de la demande, et le relevé des pièces dont le requérant entend se servir, conformément à l'article 1^{er} alinéa 2 de la loi du 21 juin 1999.

Il est constant en l'espèce que si la requête introductive d'instance est certes libellée de manière portant à confusion en ce qu'elle fait tant référence à la demande de remise gracieuse introduite en date du 30 novembre 2010 (visée sous le titre « *1. Antrag auf Billigkeitserlaß vom 30.11.2010 hinsichtlich des fraglichen Steuerbescheids vom 13. Oktober 2010 für das Jahr 2006* ») qu'à une réponse émanant de la direction de l'administration des Contributions directes du 8 décembre 2010 (visée sous le titre « *2. Antwort vom 6.12.2010 auf den Ergänzungsbescheid zum Verfahren vom 2.12.2010 seitens der Steuerdirektion* » dont la date est erronément indiquée comme étant celle du 6 décembre 2010), il n'en demeure pas moins qu'il ressort du corps de la requête que le demandeur a entendu viser la décision du directeur du 31 janvier 2011, répertoriée sous le numéro GR 13.11 du rôle portant rejet de sa demande de remise gracieuse d'impôts, telle qu'elle est visée sous le point 1 de sa requête (« *1. Anfechtung des Entscheids in Außerstreitsachen vom 31. Januar 2011 und erneuter Antrag auf Billigkeitserlaß* »), laquelle est par ailleurs jointe à la requête de sorte que l'Etat n'a pas pu se méprendre quant à la décision visée par le recours.

Il est, par ailleurs, constant que le demandeur n'ayant versé aucune pièce en l'espèce, il ne saurait lui être reproché d'avoir omis de joindre à la requête un relevé de pièces.

Au vu de ce qui précède, il y a lieu de rejeter la première branche du moyen d'irrecevabilité tenant à l'absence d'indication de la nature du recours et à l'absence d'indication d'un relevé de pièces soulevé par le délégué du gouvernement.

Quant à la deuxième branche du moyen d'irrecevabilité tiré de la circonstance que le demandeur ayant introduit une requête devant le tribunal ayant pour objet de contester la légalité du bulletin d'impôts sur le revenu pour l'année d'imposition 2006, le § 131 AO s'opposerait à l'introduction d'une requête contre une décision du directeur portant rejet d'une demande de remise gracieuse d'impôts, il y a lieu de constater que si le demandeur a effectivement introduit un recours devant le tribunal portant le numéro de rôle 28533 ayant pour objet de contester la légalité du bulletin d'impôts sur le revenu pour l'année d'imposition 2006, il n'en demeure pas moins que cette seule circonstance n'est pas de nature à accueillir le moyen d'irrecevabilité du délégué du gouvernement dès lors que les conditions de recevabilité sont à apprécier dans le cadre du présent recours nonobstant l'introduction par le demandeur d'une autre procédure devant le tribunal.

Il s'ensuit que le moyen d'irrecevabilité afférent du délégué du gouvernement est à rejeter pour ne pas être fondé.

Le recours en réformation, par ailleurs introduit dans le délai prévu par la loi, est dès lors recevable.

A l'appui de son recours, le demandeur expose un récapitulatif de la procédure non contentieuse et des faits non autrement étayés l'ayant amené à introduire la demande de remise gracieuse devant le directeur. Il affirme ensuite que son exposé des faits ainsi que la circonstance qu'il serait préretraité avec effet au 1^{er} mai 2010 serait de nature à justifier sa demande de remise gracieuse (« *Auch durch diese neue Tatsache (vorzeitige Pension) dürfte dieser Rekurs verbunden mit dem erneuten Antrag auf Billigkeitserlaß ausreichend begründet sein* »).

Le délégué du gouvernement conteste que le demandeur puisse exciper en l'espèce d'une rigueur objective. Il conteste encore que le demandeur ait fait état d'éléments concrets susceptibles de justifier qu'il se trouverait dans une situation de remise gracieuse pour rigueur subjective.

Aux termes du paragraphe 131 AO, une remise gracieuse se conçoit « *dans la mesure où la perception d'un impôt dont la légalité n'est pas contestée entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable* ».

Il résulte de cette disposition qu'une remise gracieuse n'est envisageable que si, soit objectivement *ratione materiae*, soit subjectivement *ratione personae* dans le chef du contribuable concerné, la perception de l'impôt apparaît comme constituant une rigueur incompatible avec le principe d'équité¹.

¹ cf. trib. adm. 5 mars 1997, n° 9220 du rôle, Pas. adm. 2011, V° Impôts, n° 408 et les autres références y citées

Il convient de relever qu'aux termes de la requête, le demandeur ne fait valoir aucun élément de nature à faire admettre une rigueur objective.

Par ailleurs, il y a lieu de relever que le demandeur ne fait non plus état d'éléments concrets susceptibles de justifier qu'il se trouverait dans une situation patrimoniale telle que le paiement de l'impôt en question le priverait de moyens de subsistance indispensables dès lors qu'il se borne à affirmer que son exposé des faits ainsi que la circonstance qu'il serait préretraité avec effet au 1^{er} mai 2010 seraient des éléments qui à eux seuls seraient de nature à justifier sa demande de remise gracieuse (« *Auch durch diese neue Tatsache (vorzeitige Pension) dürfte dieser Rekurs verbunden mit dem erneuten Antrag auf Billigkeitserlaß ausreichend begründet sein* »).

Il s'ensuit qu'en l'absence d'une rigueur objective et subjective incompatible avec le principe d'équité, le cas d'ouverture de la remise gracieuse d'impôts n'est pas donné en l'espèce de sorte que le recours en réformation est à rejeter pour ne pas être fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit le recours en réformation en la forme ;

au fond le déclare non justifié, partant en déboute ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président
Anne Gosset, juge,
Paul Nourissier, juge

et lu à l'audience publique du 21 mai 2012 par le premier vice-président, en présence du greffier assumé Sabrina Knebler

s. Sabrina Knebler

s. Carlo Schockweiler

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 22 mai 2012

Le Greffier assumé du Tribunal administratif